

Nos agriculteurs sont pris en tenaille entre des coûts en hausse et des prix peu élevés. Beaucoup sont surendettés. Il ne s'agit pas seulement d'un problème économique: c'est un problème social qu'il convient de régler. Aussi le gouvernement adopte-t-il une nouvelle politique d'aide financière à l'agriculture afin de préserver la viabilité de ce secteur.

Le gouvernement accroîtra le budget de la Société du crédit agricole au cours des deux prochaines années. La Société établira un nouveau moyen de financement, l'hypothèque basée sur le prix des produits agricoles. Cette hypothèque sera offerte à un taux d'intérêt de base de 6 pour cent aux agriculteurs qui ont un sérieux problème d'endettement, mais des perspectives satisfaisantes à long terme. Le principal des prêts sera rattaché au prix des produits agricoles. Ces prêts fourniront aux agriculteurs admissibles un financement stable à long terme, moyennant un prix qui sera proportionné à leurs recettes.

Le ministre de la Consommation et des Corporations présentera des mesures législatives permettant d'établir des comités d'examen de la dette agricole, comités qui auront pour rôle de fournir des conseils et une aide pour le réaménagement de la dette des agriculteurs.

Nous prendrons également des mesures pour faciliter la réorientation des agriculteurs qui doivent chercher un autre emploi. Un nouveau programme leur offrira des services d'orientation professionnelle, de recyclage et d'aide financière temporaire.

Ces mesures représenteront pour les agriculteurs canadiens un soutien financier supplémentaire de \$65 millions cette année, et de \$130 millions l'an prochain.

Le ministre de l'Agriculture (M. Wise) annoncera également des mesures qui aideront les producteurs de tabac à diversifier leurs cultures.

Le gouvernement prolongera d'une année, jusqu'au 1^{er} janvier 1988, l'actuel rabais de taxe sur les carburants de 3 cents le litre dont bénéficient les producteurs primaires. Les agriculteurs et les autres producteurs primaires sont actuellement tenus de maintenir des registres détaillés de l'utilisation des carburants à des fins routières et non routières pour calculer le rabais auquel ils ont droit. Le ministre du Revenu national (M. MacKay) annoncera bientôt de nouvelles lignes directrices qui simplifieront le calcul de ces rabais, de manière à diminuer la paperasserie imposée aux bénéficiaires.

[Français]

Ces initiatives visent à aider les personnes qui sont dans le besoin à l'heure actuelle. Cependant, bien que les ressources soient limitées, nous estimons tout aussi important de procéder dès maintenant à d'autres investissements qui assureront la croissance et l'emploi à l'avenir.

[Traduction]

Investir dans l'avenir
Commerce extérieur

Un domaine important est le commerce extérieur.

Notre gouvernement a invité le gouvernement des États-Unis à entamer des négociations dans le but d'établir des relations commerciales bilatérales plus sûres et meilleures. Par ailleurs, on prépare la participation active du Canada à la prochaine série de négociations commerciales multilatérales qui doit commencer cet automne. Je suis vivement encouragé

Le budget—L'hon. M. Wilson

par les réactions positives des entreprises canadiennes au défi commercial lancé par notre gouvernement. Cette réaction montre que les Canadiens n'esquivent pas la concurrence lorsqu'elle est loyale. Les Canadiens sont conscients qu'accroître les exportations, c'est accroître l'emploi. Plus de trois millions d'emplois, de nos jours, sont liés à nos résultats à l'exportation.

Je ne saurais surestimer l'importance que revêt pour le Canada le maintien d'un accès aux marchés extérieurs et l'exploitation maximale des débouchés étrangers par les compagnies canadiennes. Les exportations de biens et de services représentent près de 30 pour cent du Produit national brut du Canada. Nous devons également veiller à ce que le marché canadien reste ouvert et à ce que les sociétés canadiennes soient prêtes à faire face à la concurrence des importations.

À cette fin, il importe que le contexte financier permette d'établir des taux d'intérêt moins élevés et plus stables, ainsi qu'un régime fiscal favorable à la compétitivité et à l'efficacité.

[Français]

Notre plan de réduction du déficit et les changements fiscaux que nous proposons viendront appuyer nos initiatives commerciales.

[Traduction]

La réforme du régime fiscal des sociétés qui est proposée dans ce budget renforcera nos initiatives commerciales en encourageant les entreprises à tirer parti des possibilités rentables qui s'offrent à elles à la lumière de considérations d'ordre économique plutôt que fiscal. La réforme de la fiscalité indirecte éliminera les défauts actuels de la taxe de vente qui font obstacle aux efforts concurrentiels de nos producteurs, au pays et à l'étranger.

Ce budget démontre que notre situation financière a été reprise en main. Le régime fiscal sera réformé graduellement. De même, les négociations commerciales prennent du temps, et leurs résultats ne seront mis en oeuvre que sur plusieurs années. En commençant dès maintenant à agir dans ces trois domaines, nous pouvons veiller à ce que les entreprises canadiennes puissent exploiter au maximum les possibilités commerciales qui s'offriront au cours des prochaines années.

● (1730)

Le commerce des services croît en importance. Des représentants des milieux financiers canadiens ont évoqué la possibilité d'attirer un volume accru d'activité bancaire internationale au Canada en désignant certaines de nos villes comme centres bancaires internationaux.

Il y a quelque temps, le ministère des Finances avait commandé une étude sur ces centres. Cette étude, que je me propose de rendre publique prochainement, a mis en lumière certains inconvénients du concept des centres bancaires internationaux. Elle attire également l'attention sur les changements susceptibles d'accroître la compétitivité internationale de nos banques.

[Français]

Le gouvernement est disposé à faciliter l'établissement de centres bancaires internationaux à Montréal et à Vancouver. Cela serait conforme à notre volonté de promouvoir nos intérêts commerciaux et économiques en Europe et dans la cein-